

N° 0190 du 29 Septembre au 05 Août 2015- Prix : 250 F CFA

En marge de la 70e session de l'AG de l'ONU:

Le chef de l'Etat togolais a accordé des entretiens à diverses personnalités



Le Président Faure Gnassingbé

POLITIQUE / ANC :

La descente aux enfers d'un parti qui ne sait plus à quels saints se vouer

P.3



Me Isabelle Améganvi (ANC)

EDUCATION/ RENTRÉE / SCOLAIRE :

Le ministre Paalamwé Tchakpélé invite tous les acteurs de l'éducation à privilégier le dialogue pour une année scolaire apaisée

P.3



Le ministre Komi Paalamwé Tchakpélé

ECONOMIE / TOURISME :

320.000 touristes ont visité le Togo en 2014

P.5



La ministre Légzim-Balouki, en charge du Tourisme

ECONOMIE / COTON :

Mutation des Groupements de Producteurs de Coton en Société Coopérative Simplifiée-Coton (Scoop-Coton)

P.4



Un champ de coton

EmploiTogo.com

Des annonces, des offres d'emploi, une banque de Cvs, des formations.

Journalemploi.com Tel 22 20 05 53

Météo

Mardi 29 Sept. 2015

Matin:
Ciel nuageux
24°C

Après-midi:
Ciel nuageux
29°C

LES NUMEROS VERT DE L'OTR

POUR SIGNALER
TOUT FAIT SUSPECT
VEUILLEZ COMPOSER

N° VERT
8280
Anticorruption

POUR TOUT RENSEIGNEMENT
INFORMATION OU CONSEIL
VEUILLEZ COMPOSER LE

N° VERT
8201
Renseignements



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Nuptia
Evenement-ciel

EDITO

Une rentrée ordinaire

Plus de 2 millions de nos frères, sœurs et enfants ont repris hier le chemin de l'école. cette rentrée est l'une des plus calmes du fait, primo elle n'a pas été repoussée malgré la petitesse des vacances, et secundo l'observation d'un apaisement des revendications du corps enseignant qui privilégie l'approche de la rentrée pour se faire entendre. Si ce dernier point est salutaire, c'est dû à la satisfaction des principales revendications notamment les primes de rentrée. Selon le nouveau ministre des enseignements primaire et secondaire la rentrée s'est effectuée dans les meilleures conditions.

Si le gouvernement a mis les moyens pour que cette rentrée soit une réussite, il a oublié de préciser les obligations qui incombent aux enseignants. Nul ne peut l'ignorer, la qualité de l'enseignement au Togo est à revoir. La construction de nouvelles salles de classe et le déploiement de professeurs volontaires ne sont pas les seuls gages d'un enseignement de qualité. Pour preuve, le Togo reste au dernier classement des pays innovants, 140^e sur 141. Vous savez ce que cela voudrait dire ? La nation togolaise, une nation la moins intelligente, la moins évoluée du monde. Aucune université togolaise n'est parmi le Top 100 d'Afrique.

Face à ce constat très amer, et les gouvernants et le corps enseignant doivent comprendre que la route est longue. Les revendications syndicales doivent plutôt porter sur les recyclages, les stages de formations et les primes d'excellence. Et le gouvernement ne doit pas se contenter seulement de satisfaire les préoccupations des enseignants mais doit être aussi exigeant quant à la transmission du savoir. Le chemin est encore très, très long....

René Beaugars

Libre opinion : Par Dr David IHOU

Quand comprendrons-nous la démocratie en Afrique?

En septembre 1991, le Parlement de transition du Togo, le HCR (Haut Conseil de la République), se réunit et décide de dissoudre le Rassemblement du Peuple Togolais (RPT), le parti du général-Président, le Général Gnassingbé EYADEMA ! Malgré la mise en garde du Premier Ministre, Joseph Kokou Koffigoh, en voyage à Paris (où il participait au sommet de Chaillet) et de certains d'entre nous, ses ministres, le Président du HCR, Mgr KPODZRO annonce la dissolution du RPT ! Trente minutes après, les partisans du RPT descendent par milliers dans les rues de Lomé, et l'Armée suit, qui encercle la primature quelques jours plus tard, la nuit même du retour du Premier Ministre de PARIS ! Le 3 décembre, l'assaut est donné à la primature, et un échange de coups de feu nourri opposa les défenseurs de la primature et le reste de l'armée ! Soixante morts au moins, des deux camps ! La transition ne reprendra qu'après 2 semaines, avec la réhabilitation du parti RPT du Général Président ! La CEDEAO ne nous vint pas en aide et ce sont des discussions entre togolais qui ont conduit à cette paix des braves, mais trois ministres proches d'Eyadema furent intégrés dans le gouvernement...

Un Parlement ne peut pas dissoudre un parti politique légalement constitué, et il faut que ce parti soit jugé et condamné par la justice pour que la Justice puisse le dissoudre, avons-nous rappelé à nos parlementaires, et les diplomates présents à Lomé (Allemagne, France, USA, etc.) ont abondé dans le même sens, mais rien n'y fit ! Le HCR, qui comptait plus de 20 juristes, passa outre et on connaît la suite !...

Le mois d'octobre 2014 a été rouge au Burkina FASO ! Le Président Blaise Compaoré voulait à tout prix se maintenir au pouvoir, après 27 ans de règne sans partage. Il propose un référendum pour sauter le verrou de la limitation des mandats présidentiels ; le président comptait aussi sur une majorité des deux tiers au Parlement pour éviter le référendum. Mais les 29 et 30 octobre, c'est l'insurrection ! Blaise Compaoré est exfiltré vers la Côte d'Ivoire et la transition est installée avec une échéance électorale fixée au 11 octobre 2015. Tout allait bien jusqu'à la mi-septembre et personne ne comprend pourquoi la Commission de Réconciliation et des Réformes mit le feu aux poudres, en demandant la dissolution du RSP (Régiment de la Sécurité Présidentielle) ! Le général Diendéré et ses hommes font désarmer les gardes du Président intérimaire et du Premier ministre, qui sont en plein conseil des ministres et les arrêtent, avec deux ministres ! Ce septième coup d'Etat en 50 ans au Burkina Faso, va faire encore un nombre indéterminé de morts et plus d'une centaine de blessés ! En Afrique, quand on vous dit, dix ou dix-sept morts, il faut compter le double, sans compter les blessés qui vont mourir après ! Au Conseil des ministres du 25 septembre, le SRP est dissous par le gouvernement, une bêtise de plus de la classe politique du Burkina Faso !

Le RSP est de facto dissous à l'élection du nouveau Président prévu initialement le 11 octobre ! Parce que c'est le

Président qui choisit les éléments de sa garde personnelle en Afrique ! Pourquoi des effets d'annonce de cette dissolution sont faits par la Commission et avalisés par Michel Kafando et Isaak ZIDA ? Pourquoi le gouvernement réhabilité, s'acharne avec cette histoire de dissolution du SRP, qui laisse toujours l'épave du SRP, dissous ou pas, dans le pied de la classe politique burkinabé ?

Le Premier ministre Isaac Zida, n'a pas eu le courage d'annoncer lui-même la dissolution du SRP dont il est le No2 !

Revenons un peu en arrière. La classe politique burkinabé aurait dû tout simplement appeler à voter NON au référendum que COMPAORE a proposé, ou s'il se présentait à ce scrutin (ayant acquis les 2/3 des voix au Parlement) à lui barrer la route en choisissant un homme nouveau ! Vu la mobilisation de la population contre lui, Blaise Compaoré n'aurait certainement pas gagné ce scrutin ! Les 50 ou 60 burkinabé ne seraient pas morts inutilement et le Parlement burkinabé n'aurait pas brûlé bêtement !...

En Europe et aux USA par exemple, la sécurité de l'Exécutif est assurée par une entité multisectorielle (gendarmes, militaires, policiers et techniciens spécialisés) avec des compétences dans tous les domaines (démineurs, artificiers en tous genres, informaticiens, tireurs d'élite, baroudeurs en tous genres, etc.), et le chef de l'Exécutif choisit lui-même la vingtaine d'éléments de sa garde rapprochée, sur proposition de son chef d'Etat-major particulier (qu'il a nommé) et du Chef du Service de la Sécurité de l'Exécutif (qui est une Institution). Ce type de service n'existe pas dans nos jeunes démocraties africaines...

J'ai eu la chance et l'honneur de participer à l'évaluation d'un Service de la Sécurité de l'Exécutif d'un pays, et ce service était composé de 300 éléments (hommes et femmes), répartis en six groupes de 50 éléments chacun (G1,

G2, G3, G4, G5 et G6). Le Chef de l'Exécutif habite la résidence privée du palais présidentiel dans notre cas...

Le service de protection est organisé ainsi :

Jour 1 (J1) : G1 de permanence de 6 h à 18 h. -G2 de permanence de 18 h à 6 h le lendemain

Jour 2 (J2) : G3 de permanence de 6 h à 18 h. -G4 de permanence de 18 h à 6 h le lendemain

Jour 3 (J3) : G1 de permanence de 18 h à 6 h. -G2 de permanence de 6 h à 18 h

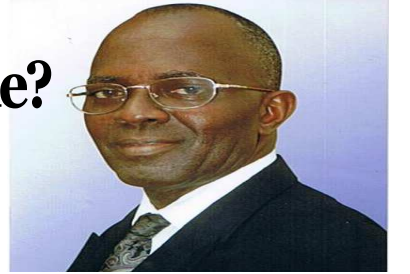
Jour 4 (J4) : G3 de permanence de 18 h à 6 h. -G4 de permanence de 6 h à 18 h

Le groupe No 5 (G5) est réservé aux déplacements du chef de l'Exécutif à l'intérieur et à l'extérieur de son pays et ses éléments remplacent les éléments des 4 premiers groupes malades, en congé ou en permission. Les agents de la garde rapprochée sont choisis dans ce groupe

Le groupe No 6 (G6) est réservé à la protection banalisée et camouflée du chef de l'Exécutif...

Tous les chefs de l'Exécutif qui arrivent au pouvoir, passent à la loupe, ou mieux, au scanner, les 300 éléments qu'on leur propose !

Si au Burkina Faso, Michel Kafando, président intérimaire, n'avait pas voulu empiéter sur les prérogatives du futur Chef d'Etat burkinabé qui sera démocratiquement élu, il n'y aurait pas ce grabuge coûteux en vies humaines ! Le nouveau Chef de l'Etat élu, aura le loisir de notifier au RSP, la formation de son nouveau service de protection de sa personne et de son palais et



Dr IHOU David

demanderait au Général Diendéré, via l'Etat-Major général, de dispatcher ses 1365 hommes dans les différents corps de l'armée !

Mais aujourd'hui, le problème du RSP dissous, reste entier ! Répartir 1365 éléments dans les 7 garnisons du pays nous donne 195 éléments par garnison et c'est largement suffisant pour prendre un jour en otage toute la garnison, ou pour poser des actes de vengeance ciblée sur ceux qui vont humilier ou violenter éventuellement leurs chefs... Il faut prier aussi qu'il n'y ait pas beaucoup de déserteurs d'éléments de ce RSP, qui pourraient être tentés d'opérer plus tard une rébellion !

Et qu'arrivera-t-il, si le nouveau Président élu, probablement en novembre prochain, nommait Isaac ZIDA, Chef d'Etat major général de l'Armée burkinabé, après l'avoir promu au grade de général ?

Dans tous les cas, avec tous ces morts, ces blessés, le Parlement brûlé, en moins d'un an, les burkinabé nous ont montré l'immaturité de leurs hommes politiques, à l'image de la classe politique togolaise. La différence entre ces deux pays est que le Président Gnassingbé EYADEMA, lui, est resté au pouvoir, jusqu'à sa mort en février 2005, en driblant tous les leaders politiques togolais, et en installant son fils dans le fauteuil présidentiel qu'il lui a préparé, tandis que l'élève Blaise Compaoré du Burkina Faso a fui son pays, laissant ses frères d'arme dans le désarroi total.

Mais disons qu'au Togo, la démocratie marche depuis dix ans, sans aucun soubresaut et souhaitons que le Burkina ait la même réussite, avec ses nouveaux dirigeants, dans les années à venir...

Dr David IHOU, Consultant en Géopolitique et Stratégie sécuritaire

LE MEDIUM
Hebdomadaire d'Informations #
Récépissé
N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC
Adresse :
893, rue 19 Saint Joseph
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 22 37 86 99
Courriel : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse, Casier N° 78

Directeur de la Publication :
CRÉDO ADJÉ K. TETTEH
Directeur de la Rédaction :
Ali SAMBA
Rédaction :
Jacques Komi SOLETE
Crédo TETTEH
Ekoué SATCHIVI
Dodo ABALO
Dezzy HUTCHNER
B. Oguki ATAKPA
Ali SAMBA
Koudjoukabalou
René Beaugars
Infographie : JPB
Impression : ST Louis,
Doulassamé-LOME Tél : 22 22 10 45
Tirage : 2.500 exemplaires
Distribution: Dodo Abalo (90 97 52 56)

Réclamez tous les mardis
votre hebdomadaire
"Le Médium"
dans les kiosques et chez
vos marchands de journaux.
Prochaine parution
le mardi 05 Août 2015

tmb

Ameublement & Décoration

TMB reste ouvert pendant toute la durée des travaux d'élargissement du boulevard de la paix.

TMB continue de vous accueillir
du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30
et de 14h30 à 18h30
et le samedi de 9h à 12h

tmb

tout pour la maison et le bureau

pour plus de renseignement, contactez-nous au
22 21 06 77 - 90 51 05 75 - 99 40 00 01

www.lemedium.info

Offre d'emploi

Une grande société de la place recherche de toute urgence pour emploi un(e) secrétaire-comptable.

Le dossier de candidature est composé d'une lettre de motivation, d'un CV détaillé et d'une photo passeport.

Toute personne intéressée est priée de faire parvenir sa candidature à l'adresse lemedium2013@yahoo.fr qui transmettra.

SOGESTI GROUPE

Emplois & Formations
www.emploi.togo.com

Hôtels-Restaurants-Agences de voyage
www.togotourisme.com

Entreprises-Partenariat
www.togotourisme.com

Location & Vente
www.togoimmobilier.com

Hébergement Linux & Windows
www.rapidehosting.com

Web Design & IT Experts
www.institutwebmaster.com

Archivage-Ged-Intranet-Formations
www.sogesti.net

Tel: 22 20 05 53
info@sogesti.net

TOGO EXPRESS

Imprimerie-Sérigraphie-Tampons-Reliure
(Tous travaux d'impression)
Adresse 141, Angle Rue LANDJO (Tokoin Tamé)
A coté du commissariat du 5ème arrondissement
BP : 5022 Lomé Togo
Tél : +228 22 61 46 08 / 23 38 54 11
Fax : +228 22 26 06 02
Cel : +228 90 15 98 06/98 10 33 08
Email : togoexpress07@yahoo.fr

POLITIQUE / ANC :

La descente aux enfers d'un parti qui ne sait plus à quels saints se vouer

SANS COUP férir, nous assistons au Togo à une métamorphose de la conscience politique des togolais qui ont compris les jeux malsains des hommes politiques de l'opposition et qui ne se laissent plus embarquer dans leurs courses illusionnistes au pouvoir. Mieux, aucun d'entre eux ne trouvent plus grâce à leurs yeux. Isabelle Améganvi peut en témoigner après sa dernière sortie médiatique. Les temps changent au Togo.



Me Isabelle Améganvi (ANC)

A défaut du chien, on n'amène le chat à la chasse, ironise une pensée populaire de notre pays. Sauf erreur, on peut affirmer sans ambages que c'est le credo actuel des responsables de l'ANC qui, par manque de stratégie de lutte face au pouvoir, se retournent contre les autres partis de l'opposition notamment le CAR et l'OBUTS.

Ce n'est pas nouveau, diront ceux qui connaissent bien la politique togolaise. Sauf qu'à la dernière élection présidentielle d'Avril 2015, Jean-Pierre Fabre, le candidat de l'ANC et de la coalition a fait un score honorable. 34,8% des suffrages exprimés. L'ANC devrait en principe ratisser large et fédérer les énergies autour d'elle pour espérer la victoire dans les échéances électorales au Togo. Hélas ! Le parti a choisi de faire autrement.

Le CAR et l'OBUTS, les boucs émissaires

Isabelle Améganvi ne croyait pas si bien dire quand elle affirme que son parti, l'ANC, combatta aussi vigoureusement le CAR et l'OBUTS tout comme le parti au pouvoir. Peut-il en être autrement ? Assurément pas car depuis l'échec à la dernière présidentielle, l'ANC perd du terrain sur le plan politique, surtout auprès de ses militants qui ne croient plus aux promesses de Jean-Pierre Fabre et de ses amis. Ayant fait cet amer constat, l'ANC n'a trouvé mieux que de s'attaquer aux

autres formations politiques de l'opposition notamment celles précitées.

Cette manière de faire n'est que l'aveu cinglant d'impuissance des dirigeants de l'ANC face au pouvoir qui déroule tranquillement le programme sur lequel les togolais ont élu son candidat Faure Gnassingbé en Avril dernier. L'ANC pense ainsi masquer les problèmes internes qui la minent et son incapacité à mobiliser de nouveau ses militants pour des actions vigoureuses de contestation du pouvoir. L'illogique dans les propos de Isabelle Améganvi pousse à demander ce que rapporterait le combat contre le CAR et l'OBUTS.

L'ANC voudrait-elle récupérer les maigres militants de ces deux partis qu'elle traite d'ailleurs d'insignifiants de l'opposition ? Pense-t-elle que ce sont ces deux partis qui contrecarrent ses ambitions pour le pouvoir ? " Je n'arrive pas à croire que nous soyons tombés si bas ", a dit un militant, dépit et désappointé.

De toute façon, il fallait s'y attendre. L'ANC a montré ses limites de lutte face à UNIR et son gouvernement. Ses velléités pour conquérir le pouvoir ont échoué. Ses envies de semer la pagaille dans la capitale en prétextant des revendications élec-

torales ont fait chou blanc. Ses tentatives pour mobiliser les togolais autour de ses idéaux ne font plus recettes.

Il ne lui reste alors que de faire diversion et verser dans la comédie. Car la posture actuelle de l'ANC et les propos de ses dirigeants s'apparentent plus à des plaisanteries. Plaisanteries, certes, mais de mauvais goût car dans un pays comme le Togo, l'ANC en tant que parti d'opposition à sa place et a un rôle très importante à jouer pour faire progresser la démocratie.

Des propos du genre de ceux tenus par Isabelle Améganvi la semaine dernière sont à proscrire pour des gens qui veulent réellement le pouvoir.

De la nécessité de repenser l'opposition togolaise

Depuis toujours, des voix se sont élevées pour appeler à une nouvelle classe de l'opposition togolaise. A leurs yeux, ceux qui s'y réclament de nos jours n'ont plus rien à prouver. N'ayant pas pu apporter l'alternance pendant 25 ans comme ils l'ont clamé, ces derniers devraient débarrasser le plancher. Mais comme toujours, ils s'accrochent. A la conférence nationale souveraine, ils étaient

tous là. Les Jean-Pierre Fabre, Dodzi Apevon, Kafui Adjamagbo, Agbéyomé Kodjo pour ne citer que ceux là. La plupart de leurs lieutenants y étaient aussi.

Les espoirs portés sur eux par leurs militants pour acter le changement politique dans le pays est resté sans lendemain. Alors, le peuple leur montre la porte de sortie. L'expérience vécue par Jean-Pierre Fabre lors de son dernier meeting sur le terrain d'Ablogamé est un signe révélateur. Les togolais veulent du nouveau, du neuf. La ritournelle a assez duré. Il est temps que ceux qui pensent détenir le titre foncier de l'opposition ou qui la représentent prennent du repos. Leurs aînés Leopold Gnininvi et Edem Kodjo l'ont compris, eux qui pouvaient prétendre rester en place jusqu'aujourd'hui.

La politique n'est une fin en soi mais il semble que les leaders actuels de l'opposition ne le comprennent pas. De toute façon, d'autres jeunes loups aux dents bien longues montrent leur intérêt à les pousser dehors et à occuper le terrain. Les premiers pas de Gerry Taama du NET et des autres de CLE sont à encourager. Il en est de même pour SURSAUT TOGO qui a su placer une députée à l'Assemblée Nationale.

L'annonce de la création du parti de Fulbert Attisoh devrait aussi donner un coup de fouet aux agissements d'une classe politique de l'opposition qui est aujourd'hui " has been". Le monde évolue. L'opposition togolaise a besoin du sang neuf. Il faut d'autres sons de cloche, d'autres manières d'appréhender la politique en cette ère du web 3.0.0. Il urge que l'opposition togolaise fasse sa mutation. La conquête du pouvoir reste l'objectif. Les chemins pour y parvenir ne sont plus les mêmes qu'en 1990,2005 ou 2015.

Ali SAMBA

Zozo

LE TOGO ACCUEILLE L'AFRICA CODE WEEK



La ministre Cini Lawson

Le ministère des Postes et de l'Economie Numérique lance officiellement l'Africa Code Week au Togo pour promouvoir l'apprentissage du langage informatique auprès des jeunes. Lomé, le 28 septembre 2015- Le ministère des Postes et de l'Economie Numérique coordonne la mise en place d'activités d'introduction au langage informatique au Togo à l'occasion de l'Africa Code Week du 1er au 10 octobre 2015. Africa Code Week est destiné à faire découvrir et à favoriser la maîtrise du code informatique aux jeunes togolais de 6 à 16 ans et au-delà. Africa Code Week est un événement de dix jours qui se déroule dans dix-sept pays africains afin de promouvoir l'apprentissage de la programmation informatique à travers des centaines d'ateliers d'initiation au code. Cet événement est accessible à l'ensemble des personnes souhaitant découvrir le code informatique principalement les jeunes de 6 à 16 ans.

Partenaire officiel et référent pour le Togo, le ministère des Postes et de l'Economie Numérique y pilote un ensemble d'ateliers, de conférences et d'animations autour de l'informatique. Pour cela, de nombreux partenariats ont été établis avec des établissements scolaires, des centres culturels et des communautés de développeurs dont les vingt-quatre CIB-INTA, Défitich, Minodoo ou encore Woelab. Toutes ces activités se tiendront principalement à Lomé, Kara et Sokodé. Des ateliers d'initiation au logiciel scratch seront animés par 80 personnes formées à ce logiciel ludique et libre au ministère des Postes et de l'Economie Numérique le 14 septembre 2015.

A Lomé, le site Bluezone/Bolloré de Cacaveli accueillera des animations variées allant des expositions d'applications web ou d'ordinateurs conçus à partir de matériaux recyclés, à une conférence sur l'open data par Frédéric Bardeau, co-fondateur de Simplon, à l'initiative de l'événement.

RÉCUPÉRATION DES ESPACES PUBLIQUES



Aflao-Gakli et Baguida ont été visités La délégation spéciale de la préfecture du golfe a procédé à une opération de dégagement des constructions illégales sur les voies publiques et réserves administratives dans les cantons d'Aflao-gakli et de Baguida ce 25 septembre 2015 à Lomé.

Depuis Août 2014, l'État togolais à travers la délégation spéciale du golfe a sensibilisé et informé les occupants les terrains publics avec des plans d'approbation afin qu'ils puissent libérer ces espaces, réservées pour des voies publiques, espaces verts et autres infrastructures de développement (construction des bâtiments scolaires, hôpitaux...) pour la population togolaise.

Aujourd'hui, il a été dégagé quelques constructions à Amadahomé dans le canton d'Aflao-gakli au niveau de l'espace vert prévu par le schéma directeur de la ville de Lomé approuvé depuis 1983. Dans le canton de Baguida à Kagomé Torobar, une école et une maison construites sur la voie publique ont été démolies. Selon Yawovi DJAGNI, géomètre à la délégation spéciale de la préfecture du golfe, "Tout citoyen qui veut acheter un terrain, il lui faut recourir au ministère de l'urbanisme et de l'habitat, le cadastre, ou à la préfecture pour mieux se renseigner afin d'éviter de tomber dans ses erreurs".

EDUCATION/ RENTRÉE / SCOLAIRE :

Le ministre Komi Paalamwé Tchakpélé invite tous les acteurs de l'éducation à privilégier le dialogue pour une année scolaire apaisée

2.124.750 ÉLÈVES (enseignement général) ont repris ce lundi au Togo, le chemin des classes pour le compte de l'année scolaire 2015/2016. A Lomé (capitale), élèves et enseignants ont répondu présents dans toutes écoles.

Au CEG Avépozo (banlieue-est de Lomé), déjà à 7H GMT, presque tous les collégiens étaient présents. Même constat à l'école privée laïque Vaugelas -- toujours dans la même localité -- où à 7H30, les élèves présents ont procédé à la cérémonie traditionnelle de la montée des couleurs. Pas d'incident, sauf des pleurs des tous petits enfants du cours élémentaires, après le départ de leur maman.

Situation identique dans certaines écoles à Attiégo (l'un des quartiers populaires de Lomé). Par exemple au complexe scolaire le Modèle et Gloria, l'ambiance était celle des

grands jours. La plupart des élèves, dans leur tenue scolaire neuve, avec de jolis sacs, ont répondu présents. Certains étaient accompagnés de leurs parents pour de petits renseignements (écolage, liste des fournitures scolaires, etc.).

La veille de cette rentrée scolaire, le ministre des Enseignements primaire, secondaire et de la formation professionnelle Komi Paalamwé Tchakpélé a invité tous les acteurs de l'éducation à privilégier le dialogue pour une année scolaire apaisée.

L'année scolaire 2014-2015 a été fortement perturbée par des grèves à répétition de la Synergie des travailleurs du Togo (STT).

"J'ai eu le privilège au cours des séances de travail que nous avons eues, de constater avec émotion qu'il règne au sein du CPC (Cadre Permanent de Concertation), un esprit de responsabilité manifeste et un sentiment (et pas des moindres)



Komi Paalamwé Tchakpélé, ministre des Enseignements primaire, secondaire et de la formation professionnelle

d'appartenance à une même famille, celle de la communauté éducative qui a la noble mission de former tous les acteurs de développement économique et social de notre pays", a-t-il souligné.

Le ministre a félicité les ensei-

gnants pour les résultats satisfaisants de l'année écoulée et énuméré les efforts du gouvernement pour palier à l'avenir, le nombre pléthorique d'élèves.

Il s'agit entre autres mesures, de

Suite à la page 4

Zozo

CONSEIL NATIONAL 2015 DE L'UCJG: UN NOUVEAU BUREAU À LA TÊTE DE L'ASSOCIATION AU TOGO



L'Union Chrétienne des Jeunes Gens/Young Men's Christian Association (UCJG/YMCA-Togo) a tenu samedi dernier à Bagbé (environ 35 km au nord ouest de Lomé), son conseil national ordinaire 2015 réunissant délégués régionaux, locaux, volontaires togolais et allemands, premiers responsables de l'association et des représentants des associations amies comme WANEP-Togo autour du bilan des œuvres réalisées ces quatre dernières années.

De 2011 à 2014, l'UCJG est intervenu dans plusieurs domaines au Togo notamment l'éducation, la santé et l'entrepreneuriat et l'accès à la justice des jeunes.

Les responsables de l'Association se sont réjouis du bilan positif enregistré, en ce qui concerne les projets réalisés.

...Elu pour 4 ans, le nouveau CEN aura plusieurs défis à relever notamment en matière de membership, l'association ayant été secouée quelques fois par des conflits internes...

@Savoir News

LOMÉ ABRITÉ DU 28 AU 30 SEPTEMBRE PROCHAINS LA FOIRE DE LA SANTÉ SPÉCIAL

Il s'est ouvert depuis ce lundi au Centre médico-social du Port autonome de Lomé (CMS-PAL) pour trois (3) jours, une foire de la santé à l'endroit de la population de Lomé et de ses environs pour les sensibiliser sur le planning familial, les méthodes contraceptives.

Organisée dans le cadre du projet Agir pour la planification familiale (AgirPF), sous la coordination de l'Agence américaine pour le développement (USAID), cette foire de la santé a pour but de permettre à une large frange de la population d'avoir des informations exactes et complètes sur les avantages et les bénéfices de l'utilisation des méthodes modernes de contraception et de bénéficier à coût réduit des services de planification familiale, afin de contribuer à l'augmentation de la prévalence contraceptive au Togo.

"Le projet Agir pour la planification familiale" est la contribution de l'USAID à la mise en œuvre du plan de repositionnement de la planification familiale au Togo. L'une des stratégies utilisées par le projet AgirPF est l'organisation des foires de santé dans les sociétés et dans les industries des trois (3) villes d'interventions que sont Lomé, Kara et Sokodé", a expliqué le docteur Guédé Cyril, membre de l'USAID...

@Afrepress

+VACANCES UTILES ET CITOYENNES+ : L'APOTHÉOSE MARQUÉE CE SAMEDI À LOMÉ PAR UNE COURSE POPULAIRE

L'apothéose des+Vacances utiles et citoyennes+ a été marquée ce samedi à Lomé par la 2ème édition de la course citoyenne.

Initiées depuis 2010 par le ministère du développement à la base, les "vacances utiles citoyennes" comportent deux grands volets : la mobilisation des associations de jeunesse de la commune de Lomé et des villes de l'intérieur à travers des opérations de salubrité publique et des activités culturelles, des camps de reboisement et des colonies de vacances à l'intention des meilleurs élèves au Baccalauréat/première partie (BACI) et au Brevet d'Etudes du Premier Cycle (BEPC).

Cette course populaire s'inscrit également dans la continuité des festivités de la journée internationale de la jeunesse.

Plus de 300 garçons et une soixantaine de filles venus de Lomé et ses environs ont pris part à cette course dont le départ a été donné par Guy Lorenzo, ministre de la communication, de la culture, des arts, des sports et de la formation civique. Les filles ont parcouru une distance de 3 km et les garçons, 5 km.

A l'arrivée, Mlle Chouchou Tchatom, étudiante en droit à l'Université de Kara (chez les filles) et Midaoussa Kakoussa (chez les garçons) ont surclassé les autres concurrents. Ils sont repartis (chacun) avec un trophée, une enveloppe de 40.000 F.CFA, plus un vélo. Les autres participants ont reçu des prix de consolation.

"La jeunesse est la force vitale de tout pays, elle doit prendre conscience de son rôle de levier de développement et donc se mettre dans de bonnes dispositions physiques et mentales pour tenir ce rôle", a déclaré Guy Lorenzo...

@Savoir News

ECONOMIE / COTON :

Mutation des Groupements de Producteurs de Coton en Société Coopérative Simplifiée-Coton (Scoop-Coton)

DEPUIS 2011, l'ensemble des organisations des producteurs de coton, a entrepris un processus de mutation en Sociétés Coopératives suivant les dispositions de l'Acte Uniforme de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA). Sur le terrain, au niveau des villages, la production cotonnière est assurée par des producteurs individuels organisés en Groupements de Producteurs de Coton (GPC). Les GPC ont été créés au cours des années 1990, à partir des anciens Groupements Agricoles Villageois (GAV). Le Groupement des Producteurs de Coton (GPC) devient désormais ? Société Coopérative Simplifiée-Coton? (Scoops-Coton).

ACTIVITES DES ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS DE COTON.

Le cadre réglementaire mis en place en 2009 dans le cadre des réformes de la filière confère aux Organisations de Producteurs de Coton, Trois (03) activités fondamentales. Ainsi les Scoops-Coton :

- Assurent la gestion des intrants. A ce titre Elles effectuent le recensement des besoins en intrants (à partir des intentions de cultures de leurs membres), distribuent aux membres les intrants déposés dans leur magasin par la société cotonnière, tiennent les comptes des dettes des membres, et sont tenus solidairement responsables (à travers les groupes de caution solidaire) du remboursement des intrants vis-à-vis de la société cotonnière. Chaque GPC perçoit pour la fonction de gestion des intrants des frais de gestion de 5 FCFA/kg d'engrais consommé et de 10 FCFA/litre d'insecticide utilisé.

Elles jouent également un rôle important dans la commercialisation du coton graine : organisation des marchés de collecte, pesée et classement par qualité du coton apporté par les membres, comptabilisation des apports, chargement des camions ; ils perçoivent pour cette opération, une prime de commercialisation de 4 FCFA/kg de coton-graine (dont 3,5 F/kg pour l'organisation des marchés, jusqu'à la tenue des documents et 0,5 F/kg pour le chargement), payée par la société cotonnière en sus du prix d'achat officiel.

- Elles assurent dans une certaine mesure la diffusion des messages techniques auprès des membres et ont la responsabilité de la collecte des données de superficies cotonnières.

Il est à noter qu'à partir des ressources procurées par les ristournes versées par la NSCT pour les services rendus, les Scoops-Coton mettent en œuvre des activités de développement local. Ces groupements ont donc simultanément une vocation professionnelle (filière coton) et une vocation de développement local.



Un champ de coton

La campagne 2015/16 caractérisée par un déficit pluviométrique très prononcé

La campagne 2015/16 se poursuit, après son lancement en mai 2015. Elle a été caractérisée dans la phase des semis essentiellement par l'important déficit pluviométrique qu'ont connu les régions centrale, plateaux et maritime. Cela a impacté l'engouement observé au moment du lancement de la campagne dans les régions citées.

Au 30 août 2015, après que toutes les régions aient passé les périodes techniquement recommandées pour les semis, la superficie emblavée s'établit à 116.967 hectares contre 130.614 hectares la campagne dernière. Ceci représente 90% des objectifs qui s'élevaient 130.000 hectares. La campagne a

mobilisé 109.564 producteurs.

En dépit des anomalies climatiques du sud du pays, les activités agricoles se poursuivent, dans les régions savanes et Kara où les opérations ordinaires de suivi se poursuivent. Au 30 août, les cotonniers portent déjà des capsules vertes et les producteurs sont procédent traitements phytosanitaires.

La campagne 2015/16 a été caractérisée par des creux pluviométriques très prononcés dans les régions Centrale, Plateaux et Maritime. Dans ces régions, le déficit pluviométrique s'est accentué avec les effets de la mousson qui a duré jusqu'au 25 août. Dans les régions plateaux et maritime, où la rareté des pluies a été très marquée et où on a observé des semis tardifs une mobilisation générale a été

décrétée afin de suivre au plus près les parcelles ensemencées.

Les agents technico-commerciaux sont instruits pour un suivi rapproché des producteurs afin de compenser la perte d'emblavures par un gain de productivité. Les visites de terrains sont accompagnées d'émissions radios où les conseils adéquats sont prodigués. Ces conseils portent essentiellement sur la nécessité de respecter, les dates de sarclage et d'épandage des engrais aux dates et à la dose recommandées.

EN ATTENDANT LA COMMERCIALISATION : L'OUTIL INDUSTRIEL EST EN REVISION PROFONDE.

Dans la perspective de la prochaine campagne de commercialisation du coton-graine, qui s'annonce pour le mois de novembre 2015, l'ensemble de l'outil industriel (usines, garages, véhicules, etc.) est en pleine révision. Dans l'ensemble les pièces d'usines sont démontées, vérifiées, changées ou réparées puis testées.

Au 1er septembre 2015, la révision des usines est estimée à 60%. Cette révision concerne aussi les garages de la NSCT à Notsè, Atakpamé (Talo) et Kara où les camions de transport coton-graine font l'objet de révisions approfondies.

Source : Coton Actu Express

EDUCATION/ RENTRÉE / SCOLAIRE :

Le ministre Komi Paalamwé Tchakpélé invite tous les acteurs de l'éducation à privilégier le dialogue pour une année scolaire apaisée

Suite de la page 3

la construction de 300 nouvelles salles de classe entièrement équipées, de 350 autres (dont 150 au cours primaire et 200 au collège) en cours de réalisation, de 150 salles de classes réhabilitées, de plus de 25.000 tables et bancs fournis, etc. 225 nouveaux enseignants ont été également recrutés à Atakpamé, 600 enseignants sont en phase de recrutement par le programme de volontariat national.

Il a par ailleurs évoqué le renforcement en équipement moderne pour la formation des jeunes dans les centres régionaux d'enseignement technique et de formation professionnelle de Lomé, de Kara et au Lycée d'enseignement général technique et professionnel de Sokodé, l'ouverture de trois centres pilotes de formation de type dual au lycée d'enseignement technique et professionnel de Sokodé, etc.

Des kits scolaires aux enfants orphelins

Quelque 300 enfants orphelins ont reçu des kits scolaires des mains des premiers responsables du Fonds d'Aide aux Veuves et Orphelins (FONDAVO), grâce à l'appui financier de l'Organisation Internationale de la Francophonie(OIF), afin de leur assurer une bonne rentrée sco-

laire . Ces kits sont composés notamment de cahiers, de stylos, de gommes et d'ensembles géométriques

Pour Dr Charles Birregah, responsable de FONDAVO, la remise de kits scolaires aux orphelins en début d'année scolaire doit être perçue avant tout, comme un devoir civique, un devoir divin parce que l'enfant, une fois que l'un de ses parents décède, se retrouve confronté à certains problèmes liés notamment à son épanouissement dans la vie.

En plus de ces kits, ils bénéficieront également d'une petite enveloppe financière pour la confession de leur tenue scolaire.

"Vivants dans des environnements souvent hostiles où ils sont délaissés, la plupart des orphelins sont à la servitude et sont souvent privés d'éducation.

Aussi la situation économique actuelle marquée par la précarité des familles, rend difficile l'accompagnement de ces enfants pour une bonne rentrée scolaire", a souligné Dr Charles Birregah.

"C'est un devoir pour nous de penser aux orphelins, afin de les aider à avoir les fournitures scolaires pour aller à l'école, parce que nombreux sont ceux qui ne peuvent pas même se payer un cahier", a-t-il

ajouté, invitant toutes les bonnes volontés, à aller à la recherche de ces enfants nécessiteux.

M. Tharcisse Urayeneza (Directeur - Représentant Régional de l'OIF), a pour sa part précisé que la scolarisation des enfants est une priorité à laquelle tout le monde doit attacher une très grande importance, parce que ces enfants sont la relève de l'humanité, mais malheureusement aujourd'hui n'ont pas de moyens pour aller à l'école.

"Le soutien de l'OIF à cette œuvre caritative s'inscrit dans la philosophie de la solidarité qui est une valeur cardinale de l'OIF. La scolarisation des enfants est une priorité à laquelle nous attachons une très grande importance parce que, les enfants représentent le présent et l'avenir d'une nation. C'est un défi qui nous interpelle tous", a-t-il souligné.

Des bénéficiaires n'ont pas caché leur joie et ont promis de bien travailler pour mériter cette confiance le Fonds d'Aide aux Veuves et aux Orphelins est une association créée le 16 avril 2009 et qui lutte contre les discriminations faites à l'endroit des femmes des veuves et des orphelins et leur apporte des soutiens (financier, moral et matériel).

Sources : Savoirs News

En marge de la 70e session de l'Assemblée générale de l'ONU: Le chef de l'Etat togolais a accordé des entretiens à diverses personnalités

LE MARATHON diplomatique de S.E.M. Faure E. Gnassingbé s'est poursuivi avec plusieurs audiences accordées au siège de l'ONU.

Mario Pezzini, Directeur du Centre de Développement de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) a saisi l'occasion de la rencontre avec le chef de l'Etat pour évoquer les liens de coopération entre son institution et le Togo. Le pays fait partie des dix pays africains et asiatiques où sont menés des expérimentations en matière de renforcement de la protection sociale. Il a salué les performances économiques et sociales du Togo.

Les deux hommes ont également évoqué les stratégies à mettre en place pour que la croissance soit inclusive, ceci dans la mise en œuvre des objectifs de développement post-2015. Mario Pezzini a enfin proposé son appui à la revue multidimensionnelle du Togo dans le cadre de sa stratégie de développement.

Au cours d'un tête-à-tête qui a suivi avec le Premier Ministre éthiopien, Faure Gnassingbé a lancé une invitation à M. Haile Mariam Dessalegn pour assister à la conférence de Lomé sur sécurité et la sûreté maritime et le développement. Le Premier ministre éthiopien a fait part au président togolais d'un important projet de construction de chemin de fer long de 700 km reliant son pays à Djibouti (dont le port désenclave l'Éthiopie).

Faure Gnassingbé et Haile Mariam Dessalegn ont salué les avancées dans le domaine du transport aérien. Ils se sont enfin engagés à amplifier les efforts pour soutenir le réseau de la compagnie ASKY.

L'Ambassadeur Yoshifumi Okamura de la mission permanente du Japon aux Nations Unies est venu

réaffirmer la solidité des liens de coopération et d'amitié entre le Japon et le Togo. " Le Togo est un pays de potentialités qui va poursuivre son développement sous le leadership du président Faure Gnassingbé. ", a indiqué l'ancien chef de mission diplomatique du Japon au Togo de 2008 à 2011.

Egalement été reçu par le chef de l'Etat, le Premier ministre géorgien M. Irakli Garibachvili dont le pays entretient depuis quelques mois des relations diplomatiques avec le Togo est venu plaider pour le renforcement de l'amitié entre les deux nations. Il a indiqué la disponibilité de la Géorgie pour un partage d'expériences avec le Togo dans le domaine de l'amélioration du climat des affaires et des réformes administratives.

Faure Gnassingbé a ensuite été rejoint par son homologue béninois, S.E.M. Thomas Boni Yayi. Les deux hommes se sont entretenus avec Madame Michaëlle Jean, Secrétaire Générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Au menu des discussions, la paix en Afrique de l'ouest et dans le monde, spécialement au sein de l'espace francophone.

Intérêt pour la Conférence de Lomé sur la sécurité maritime

Le Togo et les Pays-Bas ont conjointement organisé ce 26 septembre 2015 à New York, en marge des travaux de la 70e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, un événement parallèle de haut niveau placé sous le thème : " sécurité et sûreté maritimes dans la mise en œuvre du programme de développement post-2015. "

Initiée dans la perspective du Sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine sur la sécurité maritime et le développement qui se tiendra à Lomé



Le Président Faure Essozimna Gnassingbé

en 2016, cette rencontre a été présidée par le Chef de l'Etat togolais Faure Essozimna Gnassingbé, avec la participation active de ses pairs du Sénégal (MackySall) et du Bénin (Thomas Yayi Boni).

Outre le Premier ministre béninois Lionel Zinsou, le Vice-Président de la Commission de l'Union africaine Erastus Mwencha ainsi que les représentants de l'Union européenne, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de Madagascar, de Côte d'Ivoire et du Cameroun ont également pris part aux discussions.

Autrefois la piraterie maritime sévissait dans le Golfe d'Aden (...) elle s'est ensuite déplacée dans le Golfe de Guinée sans toutefois susciter le même degré de mobilisation au niveau international, a rappelé d'entrée de jeu le Président Faure Gnassingbé. " Nous devons mieux coordonner nos efforts si nous voulons lutter efficacement contre ce fléau qui nous coûte 7 milliards de dollars par an ", a-t-il insisté avant de passer en revue les autres défis liés au milieu maritime, notamment la lutte contre les trafics illicites, la pollution marine ainsi que la pêche illicite et non réglementée qui causent des

manques à gagner importants pour les Etats riverains, avec un coût humain très élevé.

Evoquant le cas particulier de la pêche illicite et non réglementée, le Président Macky Sall a souhaité que la Conférence de Lomé sur la sécurité maritime soit l'occasion de nouer de vrais partenariats pour mettre fin au pillage des ressources halieutiques, en intensifiant les échanges d'information et en renforçant les équipements maritimes. " Si la communauté internationale le souhaite, elle peut mettre fin à la pêche illicite (...) nous devons envisager des modalités d'accords plus équilibrés ", a-t-il souligné.

" Aucun pays ne peut rassembler à lui tout seul, les moyens nécessaires à la lutte contre la piraterie maritime (...) nous devons mutualiser nos efforts... " a renchéri le Premier ministre béninois Lionel Zinsou. " Nos océans sont utilisés pour le trafic de drogue dans une forme de commerce triangulaire inversé... Aujourd'hui les stupéfiants quittent l'Amérique (latine) transitent par l'Afrique avant de gagner l'Europe " a-t-il poursuivi avant de former le vœu que la Conférence de Lomé sur la sécurité maritime, soit l'occasion de bâtir une nouvelle forme de coopération.

Pour M. Albert Koenders ministre des affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas co-organisateur de l'événement parallèle, " la sécurité maritime est un problème transnational et les problèmes transnationaux appellent des réponses transnationales ". Nous sommes sur la bonne voie mais il nous faut étendre les moyens d'une coopération internationale renforcée... le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union sur la sécurité maritime et le développement en Afrique qui se tiendra à Lomé vient donc à point nommé a-t-il indiqué.

A la fin des travaux, le Président Faure Gnassingbé a remercié les partenaires du Togo pour leurs contributions qui viendront enrichir les débats du prochain Sommet de Lomé sur la sécurité maritime et le développement en Afrique.

Source : Direction de la Comm de la Présidence

Suite à la page 7

ECONOMIE / TOURISME : 320.000 touristes ont visité le Togo en 2014

UN MILLIARD de touristes, un milliard d'opportunités " c'est sous ce thème qu'est placée la Journée Mondiale du Tourisme de l'année 2015. A cette occasion la ministre chargée du tourisme pour le fait le point sur le tourisme togolais.

Leguezim-Balouki a indiqué que ce thème met en exergue l'extraordinaire croissance du tourisme international depuis la fin de la 2ème guerre mondiale où l'instauration de la paix a assuré la liberté des voyages jusqu'à nos jours.

Selon les statistiques de l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT), les arrivées des touristes internationaux dans toutes les destinations du monde sont passées de 25 millions en 1950 à plus de 400 millions en 1990. En 2010, soit 20 ans seulement après, les arrivées ont plus que doublé pour atteindre 950 millions de touristes. La barre du milliard de touristes a été franchie en 2012.

En 2014, c'est 1,135 milliard de touristes qui ont été enregistrés et qui ont généré des recettes totales de 1245 milliards de \$ US. Le tourisme a créé également 1 emploi sur 11 dans le monde. Il est aujourd'hui parmi les secteurs économiques les

plus importants puisqu'il représente 10% du PIB mondial et 6% des exportations.

L'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie constituent les grandes zones de flux touristiques. L'Afrique, quant à elle, a accueilli en 2014, 56 millions de touristes qui ont dépensé sur le continent 36 milliards de dollars US représentant respectivement 5% des arrivées et 3% des recettes mondiales.

Il faut reconnaître qu'il y a beaucoup d'efforts à fournir pour atteindre les objectifs quantitatifs de l'UEMOA à savoir 8,5 millions de touristes pour les huit pays de l'espace communautaire d'ici 2020, soit théoriquement au moins un million de touristes par Etat membre.

Au-delà de ces chiffres, le réel potentiel du tourisme comme moteur de croissance se mesure à travers ses multiples effets induits sur les secteurs d'activités connexes notamment le transport aérien et terrestre, la culture, l'environnement, les BTP, l'agroalimentaire, l'artisanat et les loisirs.

Selon la ministre en charge du tourisme, le Togo a enregistré l'année dernière 320.000 touristes et des recettes hôtelières de 30 milliards de francs CFA. Le nombre cumulé

d'emplois a atteint 4.300 dans le sous-secteur hôtelier.

" C'est donc à juste titre qu'au Togo, le tourisme est placé dans la SCAPE parmi les secteurs à fort potentiel de croissance traduisant ainsi la volonté du gouvernement sous la conduite du Président de la République, Son Excellence Faure Essozimna GNASSINGBE, de faire de ce secteur un pilier important du développement de notre pays " a dit Bernadette Leguezim-Balouki. Elle a indiqué qu'il s'agit en fait pour le gouvernement de relancer ce secteur qui fut dans les années 80 et 90 la troisième source de devises après les phosphates et les produits agricoles de rente que sont le café, le cacao et le coton.

Mme Leguezim-Balouki indique qu'au titre de la relance du tourisme,

SAVOIR NEWS

La Première Agence de Presse Privée au Togo
www.savoirnews.net, l'INFO en Continu 24/24H
Tél (228) : 90 04 19 64 / 99 35 29 23/ 91 45 34 50
E-mail : savoir.news@yahoo.fr / info@savoirnews.net

lemedium2013@yahoo.fr

Zozo

PIRATERIE MARITIME: "NOUS DEVONS MIEUX COORDONNER NOS EFFORTS SI NOUS VOULONS LUTTER EFFICACEMENT CONTRE CE FLÉAU QUI NOUS CÔÛTE 7 MILLIARDS DE DOLLARS PAR AN" (FAURE GNASSINGBÉ)

Le chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé a invité samedi à New York, les dirigeants du monde à une coordination des efforts, "si nous voulons lutter efficacement contre la piraterie maritime.

Le président togolais a présidé une rencontre de haut niveau, organisée conjointement par le Togo et les Pays-Bas à New York, en marge des travaux de la 70e session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Placé sous le thème : "sécurité et sûreté maritimes dans la mise en œuvre du programme de développement post-2015", cet événement a vu la participation des présidents Macky Sall (Sénégal) et Thomas Yayi Boni (Bénin). Lionel Zinsou (Premier ministre béninois), Erastus Mwencha (Vice-Président de la Commission de l'Union africaine), les représentants de l'Union européenne, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de Madagascar, de Côte d'Ivoire et du Cameroun ont également pris part aux discussions.

La piraterie maritime est en pleine expansion dans le Golfe de Guinée, un fléau qui peut mettre en péril la sécurité, la stabilité et l'équilibre économique des pays de la sous-région et donc impacter négativement sur leur développement.

Selon les récentes statistiques du Bureau International Maritime (IBM), les attaques attribuées à des pirates à travers le monde sont passées de 439 à 297 en 2011. La chute est particulièrement spectaculaire sur les côtes somaliennes. En 2012, elles sont passées de 160 à 49 sur des navires croisant en mer.

En revanche, le phénomène prend de l'ampleur en Afrique de l'Ouest. Plus de 40 attaques ont eu lieu en Afrique de l'Ouest lors des neuf premiers mois de 2013 et 7 bateaux y ont été pris en otage sur un total de 10 dans le monde, affichent les chiffres de l'IBM.

"Nous devons mieux coordonner nos efforts si nous voulons lutter efficacement contre ce fléau qui nous coûte 7 milliards de dollars par an", a souligné Faure Gnassingbé.

Ce dernier a surtout passé en revue les autres défis liés au milieu maritime, notamment la lutte contre les trafics illicites, la pollution marine ainsi que la pêche illicite et non réglementée qui causent des manques à gagner importants pour les Etats riverains, avec un coût humain très élevé.

Evoquant le cas particulier de la pêche illicite et non réglementée, le Président sénégalais a souhaité que la Conférence de Lomé sur la sécurité maritime soit l'occasion de nouer de vrais partenariats pour mettre fin au pillage des ressources halieutiques, en intensifiant les échanges d'information et en renforçant les équipements maritimes.

"Si la communauté internationale le souhaite, elle peut mettre fin à la pêche illicite (...) nous devons envisager des modalités d'accords plus équilibrés", a-t-il souligné. "Aucun pays ne peut rassembler à lui tout seul, les moyens nécessaires à la lutte contre la piraterie maritime (...) Nous devons mutualiser nos efforts...", a renchéri Lionel Zinsou.

"Nos océans sont utilisés pour le trafic de drogue dans une forme de commerce triangulaire inversé... Aujourd'hui les stupéfiants quittent l'Amérique (latine) transitent par l'Afrique avant de gagner l'Europe", a-t-il précisé, formant le vœu que la Conférence de Lomé sur la sécurité maritime, soit l'occasion de bâtir une nouvelle forme de coopération.

Initialement prévu en novembre prochain, le sommet extraordinaire de l'Union africaine sur la sécurité maritime et le développement a été reporté en 2016, en raison du retard dans les travaux de réfection de l'Hôtel 2 Février, devant abriter les assises.

Le Togo qui s'est résolument engagé à venir à bout de ces pirates, s'est doté de moyens importants pour assurer la sécurité de ses côtes.

@Savoir News

AMÉLIORER L'ACCÈS AUX SERVICES DE PLANIFICATION FAMILIALE AU COURS DU POST-PARTUM: FIN DE TROIS JOURS DE FORMATION CE JEUDI À KPALIMÉ POUR DES ACTEURS DE SANTÉ DE LA RÉGION MARITIME

Une trentaine d'acteurs de santé (accoucheuses, assistants médicaux, assistants d'hygiène), venus de la région maritime ont été outillés sur les méthodes de planification familiale dans la période du post partum immédiat et en conseil, lors d'une formation de trois jours à Kpalimé (environ 120 km au nord de Lomé).

Cette formation qui fait suite à celle des acteurs de santé de la région des Savanes (tenue du 16 au 18 septembre dernier à Dapaong/Nord), constitue une étape importante du processus pour renforcer les services d'offre de méthodes contraceptives dans la période post-partum au Togo.

Elle est organisée par la Division de la Santé Familiale du Ministère de la Santé avec l'appui financier du Fonds des Nations-Unies pour la Population (UNFPA) et l'assistance technique de l'Ong américaine Jhpiego Cooperation.

@Savoir News

Zozo

POUR UNE MEILLEURE RENTRÉE SCOLAIRE : LE CNLS/IST FAIT DON DE 2.000 CAHIERS AUX ORPHELINS ET ENFANTS VULNÉRABLES

Le Secrétariat Permanent du Conseil National de Lutte contre le SIDA (SP/CNLS-IST) – organe de coordination des activités en matière d'IST/VIH/SIDA – a fait don vendredi, de cahiers aux Orphelins et Enfants Vulnérables (OEV), afin de les aider à mieux entamer la rentrée scolaire lundi prochain.

Un lot de 2.000 cahiers (fabriqués par le SP/CNLS-IST) a été remis à la Plateforme des Organisations de la Société Civile, chargée de redistribuer ces cahiers aux OEV du Togo à travers les associations qui les prennent en charge, a constaté l'Agence Savoir News.

"Nous sommes à 48H de la rentrée scolaire. Et nous savons tous qu'il y a des enfants infectés ou soit affectés par le VIH et qui auraient perdus leurs parents. Alors, ces derniers n'étant pas là pour assumer leur responsabilité, il a été question pour le secrétariat permanent du Conseil National de lutte contre le SIDA (au nom du chef de l'Etat qui est le président dudit conseil), d'accompagner ces Orphelins et Enfants Vulnérables à entamer la rentrée scolaire", a souligné Amoussou Kagnidé, Coordonnateur national adjoint du CNLS/IST.

Richard Akla, responsable administratif et financier de la plateforme, a pour sa part remercié le SP/CNLS-IST pour ce geste habituel la veille de la rentrée scolaire, qui vise à motiver ces enfants. "Chaque année le CNLS-IST nous offre des cahiers pour motiver les enfants victimes du VIH sida. Il met à notre disposition, ces cahiers pour les aider à assurer leur rentrée. Nous demandons au Conseil de ne pas lâcher, car c'est souvent très difficile pour ces enfants d'entamer une bonne rentrée", a-t-il souligné.

@Savoir News

PRIX D'EXCELLENCE RDI: TROIS JEUNES HUMORISTES TOGOLAIS RÉCOMPENSÉS VENDREDI À LOMÉ



Giovanni Kao Maaye, Alex Azondjagni et Ousmane Koriko, trois humoristes professionnels sélectionnés par la société RDI (René Descamps International), ont reçu vendredi leur prix en direct sur l'émission +On fait de la télé+ sur la Télévision nationale, a constaté une journaliste de l'Agence Savoir News. Ces prix d'excellence leur ont été attribués pour leur "professionnalisme" et leur "dynamisme".

Selon M. Eric Ametsipe, Représentant de la société RDI au Togo et dans la zone CEDEAO, la centrale d'achat RDI dans son programme de développement de la culture d'excellence, vise à encourager l'excellence, raison pour laquelle ce prix est initié afin d'encourager ces jeunes humoristes pour leur savoir-faire et les inciter à aller de l'avant.

Ce prix institué pour la première fois, entre dans le cadre de la célébration de la fête de la Tabaski. Les critères d'évaluation sur toute la ligne sont le nombre d'intervention de l'humoriste, la manière dont il aborde la population et comment il fait rire à la population.

"Nous avons constaté que les artistes humoristes font rire la population et à travers ce rire, guérissent certains maux. Nous avons choisi ce moment de la fête de la Tabaski pour primer ces jeunes humoristes parce que nous avons aussi des clients musulmans. Alors, nous avons voulu leur faire plaisir en choisissant des jeunes humoristes musulmans", a-t-il indiqué.

Interrogé, Alex Azondjagni n'a pas caché ses sentiments : "Je suis très content et je remercie la société RDI qui a pensé à nous, en nous décernant ce prix. C'est le couronnement de beaucoup d'efforts et en plus c'est un encouragement".

"Ce geste prouve qu'il y a des gens qui nous suivent de loin, aiment ce que nous faisons et sont prêts à mettre la main à la pâte. L'humour est un domaine un peu complexe qui demande beaucoup de documentation et l'inspiration vient de partout et de nulle part", a souligné le jeune humoriste...

@Savoir News

L'absence d'objectif de croissance dans les missions de la BCEAO

Suite & fin

LA BCEAO a opté pour une cible d'inflation de 2% comme principal objectif de la politique monétaire de l'UEMOA. Un tel choix provient de l'arrimage du franc CFA à l'Euro car cette cible est celle retenue par la Banque Centrale Européenne (BCE). Or, dans un régime de taux de change fixe avec une libre circulation des capitaux, il est impossible pour la BCEAO d'avoir une politique monétaire durablement différente de celle de la zone ancre, c'est-à-dire la zone Euro, conformément aux enseignements du "triangle des incompatibilités de Mundell". Ce rattachement institutionnel, hérité des accords de coopération entre la France et l'UEMOA / UEMOA, contraint donc la BCEAO dans sa capacité de choix de son objectif de politique monétaire.

En effet, dans un régime de changes fixes, l'inflation contribue, du fait de la perte de compétitivité qu'elle engendre, à la détérioration progressive des comptes extérieurs et à la surévaluation du taux de change, fragilisant ainsi la parité entre les monnaies.

De fait, la cible d'inflation de 2% retenue par la BCEAO, identique à celle de la Banque Centrale Européenne, semble impérative au regard des contraintes qu'induit l'existence d'un taux de change fixe entre les deux zones. Cette cible peut ne pas être problématique si l'on retient le principe suivant lequel "ce qui est bon pour la zone Euro est bon pour la zone CFA". Rien n'est moins sûr cependant, au regard de la pertinence de cette cible d'inflation pour la zone Euro, en butte aux critiques d'économistes d'obédience keynésienne, mais surtout, ici, en termes de pertinence pour la zone UEMOA : les défis qui se posent à ces pays en développement sont autrement plus complexes et la contribution potentielle de la mon-

naie à la réalisation de la croissance économique devrait pouvoir susciter une large réflexion. L'adoption d'une telle cible d'inflation peut en effet sembler exagérément restrictive pour des économies qui auraient besoin de 7% de croissance du PIB pour réduire de moitié la pauvreté de leurs populations.

Il est étonnant de constater que la BCEAO se préoccupe si peu de croissance et de développement économiques. La littérature empirique sur la question est pourtant prolixe. On peut par exemple rappeler que la poursuite simultanée de la stabilité des prix et d'une forte croissance économique a nourri le débat sur la courbe de Phillips, c'est-à-dire sur la nécessité d'effectuer un arbitrage entre inflation et chômage. Différentes études empiriques, menées notamment dans la zone UEMOA et dans les économies en transition, ont par ailleurs montré que les politiques monétaires restrictives avaient un impact macro-économique récessif tandis que des modèles néo-structuralistes insistent sur les effets pervers liés à l'adoption de politiques monétaires restrictives dans les économies en développement.

Conclusion

La politique monétaire de la BCEAO et, partant la gestion du franc CFA, souffrent incontestablement d'un déficit de contextualisation du rôle et des missions d'une banque centrale et de la monnaie, dans le contexte d'économies en développement parmi les plus pauvres du monde, faiblement monétarisées et bancarisées. Il serait souhaitable que la BCEAO fasse preuve de plus de pragmatisme, en s'inspirant par exemple de l'adoption de politiques monétaires dites "non conventionnelles" par les banques centrales des pays industrialisés, notamment dans le contexte de la crise de la dette post Subprimeset du risque de déflation mondiale.

Une analyse approfondie des



L'économiste togolais Prof Kako Nubukpo

déterminants d'une croissance économique forte devrait permettre à la BCEAO de justifier théoriquement et empiriquement une inflexion notable d'orientation de sa politique monétaire.

A cet égard, Combey et Nubukpo (2010, op.cit Note de bas de page N°14) suggèrent qu'il est possible d'obtenir un supplément de croissance économique par le biais d'une politique monétaire expansionniste, avec un taux optimal d'inflation de 8%, bien loin de la cible actuelle de 2% visée par la BCEAO.

A la lumière des leçons apprises de l'histoire monétaire de la zone franc et de l'orientation actuelle des différentes banques centrales pour faire face à la crise des finances publiques dans les pays développés à économie de marché, les deux principales banques centrales de la zone franc (BCEAO et BEAC) devraient privilégier :

- Le renforcement de la coordination entre la politique monétaire et les politiques budgétaires nationales (le Policy mix) pour une croissance économique forte et durable des économies de la zone franc ;
- Une maîtrise et une efficacité accrues des canaux de transmission de la politique monétaire ;
- Un régime de change du franc CFA plus flexible.

Tirant notamment leçon des expériences des pays émergents et, compte tenu de la structure des économies de la zone franc, une certaine dose de flexibilité en matière de change s'avère indispensable pour une croissance économique forte et durable pour les économies de la zone franc, gage de l'émergence. En particulier, les réflexions en cours suggèrent que le régime de change optimal pour la zone UEMOA pourrait être un régime de change à flexibilité limitée avec une monnaie arrimée à un panier de devises à pondération diverse.

Les devises à prendre en compte dans ce panier de monnaies devraient tenir compte de l'orientation stratégique du commerce extérieur et des principaux partenaires des Etats de la zone franc. On pourrait dès lors penser à une composition comportant le Dollar américain, l'Euro, le Yuan, la Livre Sterling et le Yen. Dans ce panier de monnaies, le Dollar et l'Euro pourraient avoir les pondérations les plus importantes. En outre, une telle évolution permettrait d'envisager plus favorablement à l'avenir, la mise en place de nouveaux arrangements institutionnels, à l'instar de la monnaie unique de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Les failles du contrôle budgétaire par le Parlement au centre de la 6ème conférence du WAPAC à Lomé

1ère session ordinaire de la rentrée parlementaire consacrée entre autres à la réforme de l'appareil judiciaire au Togo

Le West African Association Public Accounting (WAPAC), l'Association ouest africaine des commissions de finances et du budget tient sa 6ème conférence à Lomé ce lundi.

Cette rencontre à laquelle vont prendre part les membres des com-

missions de finances et du budget des Parlements des pays de la sous-région ouest africaine, sera couplée avec l'Assemblée générale annuelle du WAPAC.

Selon Demba Tignokpa, présidente de la Commission des finances et du développement économique de l'Assemblée nationale togolaise, ici à Lomé, les membres de l'association vont discuter et identifier les failles qui empêchent



Vue partielle des élus du peuple

les différents Parlements de pouvoir exercer convenablement tout ce qui entre dans le cadre du contrôle budgétaire, la lutte contre l'impunité, la transparence, le respect des règles en matière de finances publiques.

Pour exercer son contrôle de l'action gouvernementale, les députés disposent de plusieurs prérogatives, notamment la question orale, les visites sur le terrain et dans les différents services de l'administration. Ils

peuvent aussi passer par le biais d'une loi de règlement, une catégorie particulière de loi de finances, permettant au Parlement, après la clôture d'une année budgétaire, d'exercer son contrôle sur l'exécution des lois de finances précitées par le Gouvernement, par la comparaison des autorisations contenues dans celles-ci et les opérations réellement exécutées.

Source : afreepress.info

LES NUMEROS VERT DE L'OTR

POUR SIGNALER
TOUT FAIT SUSPECT
VEUILLEZ COMPOSER

N° VERT

8280

Anticorruption

POUR TOUT RENSEIGNEMENT
INFORMATION OU CONSEIL
VEUILLEZ COMPOSER LE

N° VERT

8201

Renseignements



OTR
SERVICE HUMANISME DES RESSOURCES

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Football / Fifa:

Sepp Blatter assure qu'il restera président de la Fifa

Joseph " Sepp " Blatter, président démissionnaire de la Fédération internationale de football (Fifa), a réaffirmé qu'il resterait à la tête de la Fifa jusqu'à l'élection de son successeur en février 2016. L'Helvétie, visé par une procédure pénale, a par ailleurs assuré qu'un virement de 2 millions de francs suisses, effectué en faveur de Michel Platini en 2011, était légal.

Joseph Blatter s'accroche à ses cinq derniers mois à la tête de la Fédération internationale de football (Fifa). Le président démissionnaire, visé en Suisse par une procédure pénale pour " gestion déloyale ", serait ainsi dans le collimateur de la Commission d'éthique, le tribunal interne de la Fifa, selon plusieurs médias.

Joseph Blatter s'est toutefois défendu via un communiqué de ses avocats, ce 28 septembre 2015. " Le président Blatter a dit qu'il coopérerait avec les autorités et répété qu'il n'avait rien fait d'inapproprié ou d'illégal, et affirmé qu'il allait rester président de la Fifa ", jusqu'à l'élection de son successeur le 26 février 2016.

Celui qui est en poste depuis 1998 a par ailleurs assuré qu'un versement de 2 millions de francs suisses effectué en 2011 en faveur de Michel Platini, le patron du football européen (Uefa), était " une rétribution justifiée ". " Le Président Blatter a parlé avec les autorités suisses vendredi du fait que M. Platini avait une relation d'employé avec la Fifa, servant de conseiller du président à par-

tir de 1998 ", poursuit le communiqué.

Michel Platini contre-attaque aussi

Le Suisse et le Français, anciens alliés devenus ennemis, adoptent ainsi la même ligne de défense dans ce dossier qui les fragilise. " J'ai entièrement déclaré ces revenus aux autorités, conformément à la loi suisse ", a ainsi juré Michel Platini dans une lettre adressée ce 28 septembre 2015 aux 54 fédérations membres de l'Uefa. " J'ai écrit à la Commission d'éthique de la Fifa pour lui demander de m'entendre afin de fournir toutes les informations supplémentaires ", ajoute celui qui fait encore figure de favori pour succéder à Blatter.

Cette contre-attaque des deux hommes fait suite à quatre mois de scandales à la Fifa. Les derniers épi-



Le Suisse Joseph Sepp Blatter

sodes en date sont la destitution du Secrétaire général Jérôme Valcke le 15 septembre, l'ouverture d'une procédure pénale à l'encontre de " Sepp " Blatter le 25 septembre, et les accusations de versement illégal en faveur de Michel Platini.

Le " Fifagate " avait éclaté le 27 mai 2015 à Zurich, suite à l'arresta-

tion de plusieurs personnalités du football, à la demande de la justice américaine. La justice suisse avait dans la foulée annoncé avoir ouvert une enquête concernant les conditions d'attribution des Coupes du monde 2018 et 2022 à la Russie et au Qatar.

Source : rfi.fr

Le pape François conclut son périple américain par une messe géante

Le voyage du pape François aux Etats-Unis s'est terminé dimanche par une messe qui a rassemblé plus d'un million de personnes à Philadelphie. La Pennsylvanie accueillait le sommet mondial des familles, une étape festive pour le chef de l'église catholique, après un début de semaine très politique : une conférence de presse avec Barack Obama à la Maison Blanche, une intervention devant le Congrès, et un discours devant l'Assemblée



Le Pape François

générale des Nations unies.

Le pape François a célébré une messe en plein air devant des centaines de milliers de personnes dimanche à Philadelphie - un million de personnes selon le cardinal de Philadelphie Charles Chaput - au dernier jour de sa visite aux Etats-Unis.

Devant le Philadelphia Museum of Art, un édifice néoclassique juché sur une colline dominant la rivière Schuylkill, le souverain pontife a appelé à l'union face aux défis que sont la pauvreté et le dérèglement climatique.

" Magnifique. Il n'est pas au-dessus des autres, il est avec les autres. " Une phrase qui résume sans doute le sentiment général. Le pape François a, au cours de son périple, séduit l'Amérique, comme Jean-Marie et son épouse Viviane, venus des Antilles pour assister à la messe de Philadelphie.

Source : rfi.fr



Une foule immense a accueilli le Pape François

ECONOMIE / TOURISME :

320.000 touristes ont visité le Togo en 2014

Suite de la page 5

des chantiers sont ouverts et devront à terme renforcer les capacités d'accueil et de séjour du Togo. " Je voudrais ici citer la construction de nouveaux grands hôtels à Lomé, la réhabilitation de certains hôtels d'Etat de l'intérieur et surtout la rénovation de l'Hôtel 2 Février.

D'autres grands chantiers comme la réhabilitation et le renforcement du réseau routier à Lomé et à l'intérieur du pays et la construction de la nouvelle aérogare de Lomé impacteront positivement les activités du secteur touristique" a-t-elle dit.

Saisissant l'occasion de la célébration de la Journée Mondiale du Tourisme, la ministre en charge du secteur a exprimé, au nom du gouvernement, sa gratitude aux investisseurs et aux promoteurs privés pour les efforts qu'ils ne cessent de déployer pour accompagner l'Etat dans la reprise des activités touristiques. " Leur engagement dans les préparatifs du sommet africain sur la sécurité maritime et le développement, pour ce qui concerne la qualité des équipements et des prestations des établissements hôteliers nous rassure et nous donne un réel espoir que le Togo va renouer avec l'accueil des grandes rencontres internationales" a-t-elle déclaré.

Le développement du tourisme crée une grande ouverture sur le monde et offre beaucoup d'opportunités en termes d'emplois, de revenus et d'échanges culturels enrichissants.



Mme Bernadette Legzim-Balouki, ministre en charge du Tourisme

Lorsqu'elles sont bien orientées, la pratique et l'exploitation du tourisme sont de puissants moyens de lutte contre la pauvreté au sein des populations d'accueil.

C'est conscient de cette capacité du secteur à produire des changements qualitatifs dans la société, qu'une politique nationale du tourisme a été adoptée. En plus, un plan directeur de développement et d'aménagement touristiques a été élaboré avec le concours technique de l'OMT et l'appui financier du PNUD pour la mise en œuvre des axes stratégiques de cette politique.

Le plan directeur contient des programmes d'actions et des projets relatifs au renforcement du cadre institutionnel et réglementaire du secteur, à la mise en valeur des sites et attraits culturels d'intérêt touristique, à l'amélioration de la qualité des établis-

sements hôteliers, au renforcement des capacités professionnelles des acteurs publics et privés du secteur, à la promotion et à la commercialisation du tourisme togolais au plan national et international.

La réalisation progressive de ces programmes d'actions et projets du plan directeur devront assurer un nouveau dynamisme au tourisme dans notre pays. Nous ne pourrions atteindre cet objectif qu'en renforçant davantage le partenariat public et privé.

Bernadette Legzim-Balouki conclut, "je voudrais une fois encore inviter tous les acteurs du secteur à redoubler d'effort dans la réflexion et dans l'action afin que notre pays puisse tirer le meilleur profit du milliard d'opportunités d'affaires que présente la croissance rapide des activités touristiques dans le monde".

lemedium2013@yahoo.fr

Zozo

LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES AU TOGO: LE PRBA POUR ACTUALISER LES DONNÉES ET TROUVER DES SOLUTIONS



Directeurs généraux et centraux des départements ministériels, du secteur privé, de la société civile, experts des universités du Togo, représentants des partenaires techniques et financiers du Togo ont pris part ce vendredi à Lomé à la cérémonie de lancement du projet "Premier Rapport Biennal Actualisé" (PRBA) du Togo sur les changements climatiques. Cette cérémonie a été présidée par M. André Johnson Ministre de l'environnement et des ressources forestières en présence de M. Marc Fonbaustier, ambassadeur de France au Togo.

Initié dans le cadre des engagements pris par le Togo à la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC) à Rio en 1992, le PRBA a pour objectif d'actualiser d'une part les données relatives aux changements climatiques au Togo, les causes et les conséquences et d'autre part de proposer des solutions pouvant permettre d'atténuer l'impact du changement climatique.

Au Togo, les gaz à effet de serre dont la concentration constitue une des causes des changements climatiques se retrouvent dans cinq secteurs principaux dont celui de l'énergie, de l'agriculture et les déchets, même si le pays reste un faible émetteur de ces gaz (...)

"Ce rapport mettra à la disposition du Togo, des informations utiles qu'il pourra utiliser pour mobiliser les financements, pour discuter avec ses partenaires techniques et financiers à la COP21. Ce rapport servira aussi à appuyer le Togo dans son mécanisme de planification et d'intégration de la question des changements climatiques dans la planification nationale", a-t-il ajouté.

Pour sa part, le ministre de l'environnement a précisé que ce premier rapport permettra d'améliorer l'intégration des changements climatiques dans les politiques nationales et sectorielles de développement en assurant la possibilité de renforcement de capacité des acteurs concernés.

Après cette phase de lancement, suivra la phase de formation des experts qui auront à rédiger ce rapport.

Notons que le PRBA nécessite environ 200 millions de F.CFA et est financé en partie par l'Etat togolais. Le reste est financé par les partenaires techniques et financiers dont le PNUD et le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM). En rappel, le Togo a ratifié le 8 mars 1995, la CCNUCC et en juillet 2004 le protocole de Kyoto document dans lequel il s'est engagé à travers les articles 4 et 12 à préparer des communications nationales et à les soumettre à la Conférence des Parties.

@Savoir News

PRÉVENTION DES IST/VIH ET GROSSESSES NON DÉSIRÉES AU TOGO: UNE CINQUANTAINE D'ACTEURS IMPLIQUÉS DANS LA LUTTE, FORMÉS CE MERCREDI À LOMÉ SUR LE PRÉSERVATIF FÉMININ

Une cinquantaine d'agents de santé, acteurs communautaires et formateurs ont été formés ce mercredi à Lomé, sur l'utilisation du préservatif féminin nommé "Female Condom" (FC2), a constaté une journaliste de l'Agence Savoir News.

Cette formation s'inscrit dans le cadre du plan stratégique national de lutte contre le VIH/SIDA, qui met les femmes au rang des cibles prioritaires pour lesquelles sont adaptés des projets spécifiques de réponse à l'épidémie du VIH.

Au total, 180 acteurs communautaires, 120 agents de santé et 25 formateurs seront outillés.

Selon le programme, cette formation se déroulera du 21 septembre au 2 octobre à Lomé et du 22 au 25 septembre à Tsévié, puis en cascade sur toute l'étendue du territoire national. Elle vise l'amélioration de la stratégie de prévention primaire des infections sexuellement transmissibles chez la femme au Togo par la promotion, l'acceptabilité et la gestion du préservatif féminin...

@Savoir News

CONSOMMEZ LE RIZ DU TERROIR

Riz Jubilé d'Or

Naturellement parfumé

Agréable pour toute la famille



5 KG



25 KG



25 KG



50 KG

**RIZ
TOGOLAIS**

CONTACT : 22 22 22 33 / 99 47 47 82